

Les services publics à la française, Moloch impuissant et ruineux. Pourquoi ?

Posté le : 16 décembre 2021 11:32 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Concepts fondamentaux, Pays en voie de développement, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, Réforme, Economie et politique, Fiscalité

La discussion sur la nécessaire compression des effectifs des services publics à la française ne date pas d'hier. Dès la fin des années soixante, certaines voix se lèvent pour constater que les générations d'énarques doivent trouver du boulot et qu'on ouvre chaque année de nouvelles « politiques publiques » exigeant du personnel et des responsables d'unités administratives. C'est le moment par exemple où commence vraiment la colonisation du domaine de la culture par l'état, bien avant que J. Lang n'ouvre les vannes en grand, et que le désir de diriger des entreprises devient très fort. De même l'écologie passe d'une administration purement parisienne à la couverture de tout le territoire. C'est l'époque où des régiments d'énarques montent à l'assaut des partis, à droite puis à gauche, alors que l'entrisme à la tête de conseils municipaux était déjà fort. La santé, l'agriculture, le tourisme, le commerce, les assurances viennent prendre le relais des postes perdus de l'empire français disparu.

La première raison de la création des molochs administratifs en France est l'expansion de l'énarchie, rapidement devenue une « énarchie compassionnelle et bienveillante » qui, « seule désintéressée », se devait de coloniser à peu près tout avec de bonnes intentions. La première mesure pour dégonfler le Moloch, c'est de mettre un frein à la production excessive d'énarques colonisant le politique, l'économique, les bancaires et évidemment une administration de plus en plus pléthorique. Ils ont inventé le numerus clausus pour les médecins. Il faut un numerus clausus pour les énarques.

Tant qu'il était financé par la croissance rapide, ce gonflement ne paraissait pas avoir de conséquences budgétaires graves. Tout va changer avec la crise de 1973-1974. Pour la première fois une crise extérieure très sévère, liée aux changes flottants et une dépendance nouvelle et de longues durées à une énergie chère, provoque la prise de conscience qu'il ne faut pas aller trop loin dans la bureaucratie triomphante. **Mais la crise est payée exclusivement par le privé.** Les salaires publics rattrapent et doublent les salaires privés massacrés par la récession. Une partie croissante de la population cherche le salut dans la fonction publique et les postes protégés par l'état, notamment en province, où l'industrie faiblit un peu partout, dans les charbonnages, le textile, l'habillement, les chaussures, les jouets et l'électronique. Lip, Boussac, Charbonnage de France, la sidérurgie lorraine, s'effondrent dans les années soixante-dix. On s'attaque au revenu aux chirurgiens et aux architectes, et d'une façon générale aux grands sachants. On crée un numerus clausus pour les médecins. La haute administration triomphe. Elle, elle ne souffre pas, et ses réseaux enflent.

L'instauration d'un régime socialiste par Mitterrand, à l'envers de tous les autres pays, aboutit à une extension généreuse de toutes les politiques publiques avec la promotion d'hommes qui deviendront de véritables satrapes. Surtout Mitterrand promet une vague d'énarques qui vont faire sauter tous les verrous. Aussitôt la croissance s'évanouit et on est au début du processus de grande stagnation qui fera qu'en 2020 le PIB par tête sera quasiment le même qu'en 1980. La décentralisation provoque un gonflement totalement inconsideré des effectifs dans les collectivités locales. La dépense publique rejoint puis dépasse la valeur ajoutée du secteur privé.

La crise très dure de 93-94 en France (elle a commencé en 91 aux États Unis et éclaté en 92 au RU)

ravage les comptes publics et impose qu'on remette de l'ordre. Mais comment demander aux Énarques qui ont gonflé le Moloch, ne serait-ce que pour avoir des places, de revenir en arrière ? L'énarchie décide qu'il faut priver encore plus « les sachants » de leur pouvoir au profit des managers publics, c'est-à-dire eux. Les médecins perdent le contrôle des hôpitaux, les architectes et les urbanistes le contrôle de l'urbanisme et de la construction. Seule la justice et l'enseignement résistent. Pas trop d'énarques mais des restrictions de moyens drastiques. La litanie des plans Juppé, x ou y, gagne la République, aussitôt contrés par les manifestations et les blocages de la CGT. Pas touche à notre vivier de fonctionnaires et d'agents publics ! En même temps la couverture réglementaire s'accroît partout, chaque secteur économique devant d'abord s'incliner devant sa « tutelle ». Les expressions « qu'en pense la tutelle » ou « que veut la tutelle », se retrouvent partout, de l'urbanisme commercial aux transports, de la construction de logements aux grands travaux, en fait partout. Le jeu c'est : réglementations, taxes et subventions. Même l'artisanat, via les Capeb, se voit chapeauté par l'énarchie et passe sous tutelle. Même la production artistique des peintres et des sculpteurs, désormais dépendante des FRAC, passe sous tutelle, après le théâtre, les maisons de la culture, le cinéma et l'art lyrique.

La crise de 1998 puis celle du début du XXI^e siècle vont conforter toutes les tendances. On n'a plus de ressources. Les salaires reculent par rapport à l'étranger ; La France se paupérise. Les énarques commencent à chercher des carrières d'argent hors ou aux confins des emprises de l'état. Ceux qui restent passent leur temps à tenter des réformes pour contrôler l'envol des dépenses. Mais on ne peut pas confier à un énarque, qui a besoin de troupes, des politiques de contrôle en volume des effectifs, sans toucher aux missions. Les énarques ne sont pas des techniciens. Ils contrôleront les techniciens qui seront mis partout en situation difficile. La justice est effondrée dès la fin des années quatre-vingt-dix, comme l'enseignement qui est déjà à genoux, comme la médecine. L'armée fonctionne avec des bouts de ficelles.

Au terme de cette évolution, les énarques ne veulent pas qu'un tiers prenne les commandes présidentielles et cassent leur empire administratif et politique. Ils font un véritable pronunciamiento et portent au pouvoir l'énarque Macron qui gèrera la France seule, avec dix copains énarques, 10 milliardaires et quelques beaux jeunes gens à yeux bleus, en ne s'occupant que de son narratif et en se garde bien de faire la moindre réforme touchant l'administration et ses effectifs qui continue à gonfler.

20 ans après les débats du forum du Monde qui portaient, dès 1998, largement sur la déchéance des services publics, tout s'est dégradé. Les comptes publics sont ravagés. La dette est effarante. La fiscalité est hystérique. Les réglementations sont extravagantes. La politique de santé publique est ce qu'on constate. L'enseignement est totalement déclassé (la suppression des mathématiques et la priorité donnée aux minorités agissantes, privent même les grandes écoles de ... candidats). Le supérieur est devenu une foire d'empoigne Woke de très mauvaise qualité, pratiquement un mauvais lieu. Les arts sont en perdition. Le cinéma est minable. Le théâtre grotesque. La peinture et la sculpture ont disparu du décor. La place de Paris n'est plus tendance.

Jamais les politiques de dégonflement du Moloch administratif n'ont voulu contenir la demande de services publics. L'inondation de l'immigration pauvre a saturé tous les services concernés. Mais personne n'a réellement bloqué les flux entrants. On a cessé de poursuivre la « petite délinquance », elle a très normalement explosé en nombre. Si tout le monde est noyé c'est largement à cause de ce laxisme. En revanche on a criminalisé beaucoup d'aspects de la vie civile qui ne l'étaient pas, multipliant les besoins judiciaires. La haute administration a vu dans les associations des partenaires actifs et intéressés pour faire gonfler le champ et l'intensité des politiques publiques. Elles se sont énormément développées, souvent en liaison avec un champ réglementaire qui a élargi leurs pouvoirs.

Il va de soi que la réduction du temps de travail et de l'âge de départ à la retraite n'a rien arrangé. Il fallait plus de monde pour faire le même travail... dans le désordre.

On charge souvent l'Europe du crime d'avoir essayé de contenir les déséquilibres globaux en France et finalement d'avoir étouffé les services publics. Disons-le clairement : le Moloch administratif français est une création bien française et ne peut être réduit que par la diminution de la demande d'administration et une adaptation sévère des moyens (ce n'est pas en cachant les services derrière des barrières informatiques qu'on améliore quoi que ce soit).

Ajoutons que l'option socialiste qui a conduit au déclin économique du pays a fait baisser drastiquement le niveau dans bien des secteurs, les meilleurs quittant la France pour l'étranger.

La spirale du déclin dans l'enseignement est bien connue : si le niveau baisse alors la prochaine génération d'enseignants aura un niveau en baisse etc. La fuite des excellents scientifiques et des bons techniciens est documentée. La grande médecine se fait désormais de plus en plus ailleurs qu'en France.

Conclusion :

Si on veut contrôler les molochs administratifs français, il faut :

- Sortir du socialisme et chercher le grand redressement
- Sortir de la maîtrise du politique par la haute administration, en créant une cloison étanche entre politique et haute administration.
- Sortir de l'élargissement sans fin du champ des politiques publiques
- Redonner le pouvoir aux sachants tout en créant un contrôle de gestion sérieux et pas nécessairement public.
- Supprimer le statut de fonctionnaire pour la majorité des postes d'exécution comme ils l'ont fait en Suisse. On ne peut pas réformer un monde d'employés qu'on ne peut pas virer.
- Casser la folie réglementaire et restreindre l'emprise des associations.
- Réduire les doublonnages entre mairies, départements, régions, état, Europe.
- Chercher d'abord à réduire les besoins de politique publique avant de s'attaquer aux moyens.
- Donner au parlement les moyens d'un contrôle efficace des politiques publiques comme aux États-Unis.
- Réduire drastiquement les « droits à » surtout constitutionnalisés.
- Réduire d'abord les impôts et adapter l'appareil bureaucratique au niveau fiscal nécessaire.
- Créer un plafond d'endettement comme aux États-Unis, qui ne peut être levé que par un vote des deux chambres.

Il est simpliste de se contenter de dire que l'administration a trop de gras et pas assez de muscle. Elle est bien trop musclée sur bien trop de sujets. Et trop paresseuse structurellement également en bien trop d'endroits. C'est pour cela qu'elle étouffe et ruine le pays. Hier les juges lillois proposaient de ne travailler que six heures par jour en dépit des milliers de dossiers en souffrance ! Avec un taux d'absentéisme de 20 % ? S'il y a trop de travail, on ne peut pas travailler c'est bien connu. Quand a-t-on entendu les syndicats de juges exiger qu'on limite la pénalisation de la vie sociale de façon outrancière ? Qu'on limite l'explosion de la demande pénale ? Qu'on simplifie la procédure pénale ? Qu'on sanctionne plus et plus vite les délinquants d'habitude ? Rions ensemble mes bien chers frères en bureaucratie militante !

Dans mon livre **Sortir du désastre** j'ai donné un exemple vécu du laxisme des procureurs lorsqu'il s'agissait de sanctionner des escrocs d'habitude. Au lieu de bloquer un délinquant dès le départ on le laisse multiplier les escroqueries indéfiniment et après on s'étonne d'être envahi par les dossiers !

Toute la dérive des 50 dernières années se trouve résumée dans la lettre que l'énarque Chirac a envoyée à l'énarque Giscard, pour se partager le pouvoir, dont on ne trouve plus nulle part le texte, longtemps sur internet, et qui est pourtant si révélateur. Il lui proposait de s'entendre entre énarques pour dominer perpétuellement la politique. De mémoire, une des propositions était de se moquer des demandes de réduction du nombre de fonctionnaires et de continuer à renforcer le Moloch !

Hier soir l'énarque Macron, l'hyper narcissique qui ne pense maladivement qu'à son narratif et au destin de sa petite personne, a confirmé qu'il ne fallait surtout rien faire qui touche l'administration et ses effectifs. Giscard, Chirac, Fabius, Rocard, Jospin, Aubry, Villepin, Hollande, Philippe, Castex, Macron... Le Moloch vous salue bien !